

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 14/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEREOS FRANCE

Route de Paris
45410 Artenay

Références : 127/2025 - VAT 2025-0110
Code AIOT : 0010001557

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2025 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté Route de Paris 45410 Artenay. L'inspection a été annoncée le 27/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS FRANCE
- Route de Paris 45410 Artenay
- Code AIOT : 0010001557
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TEREOS bénéficie d'une autorisation d'exploitée pour son site d'Artenay accordée par arrêté préfectoral du 21 juin 2013. Diverses modifications sont intervenues, depuis 2017, rendant nécessaire la prise de nouveaux actes, dont le dernier, en date du 4 septembre 2020, qui met à jour la situation administrative de l'établissement.

L'établissement est classé Seveso seuil bas, par dépassement direct au titre de la rubrique 4755 (dépôt d'alcool de bouche).

Il relève également de la directive dite IED au titre des rubriques 3110 (combustion), 3310 (four à chaux) et 3642 (produits alimentaires ou aliments pour animaux issus uniquement de matières premières végétales) de la nomenclature.

Une douzaine d'installations, relevant du régime d'autorisation ou d'enregistrement, sont exploitées sur le site d'Artenay et sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2020.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 6
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Surveillance et détection des zones de dangers	Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.5.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Système d'extinction automatique incendie - stockage de sucre conditionné	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Moyens de lutte contre l'incendie 1 - stockage de sucre conditionné	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de management de l'efficacité énergétique (SM2E)	Code de l'environnement du 07/02/2025, article L.515-28 et R.515-73-I	Sans objet
2	Audit énergétique	Code de l'environnement du 07/02/2025, article L.515-28 et R.515-73-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prescription spécifique SME – BREF FDM – Inventaire	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 – Titre II.6	Sans objet
4	Indicateurs d'efficacité énergétique	Code de l'environnement du 07/02/2025, article L.515-28 et R.515-73-I	Sans objet
5	Formation en matière d'efficacité énergétique	Code de l'environnement du 07/02/2025, article L.515-28 et R.515-73-I	Sans objet
6	Maîtrise des procédés	Code de l'environnement du 07/02/2025, article L.515-28 et R.515-73-I	Sans objet
7	Optimisation de l'efficacité énergétique par la maintenance	Code de l'environnement du 07/02/2025, article L.515-28 et R.515-73-I	Sans objet
8	BREF FDM – Plan d'efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – 1.3	Sans objet
9	Prescription spécifique – BREF FDM – Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 – Titre II.8	Sans objet
10	Prescriptions spécifiques – BREF FDM – activités spécifiques	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 – Titre III	Sans objet
11	Détection incendie - stockage de sucre conditionné	Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 12.5.3	Sans objet
15	Moyens de lutte contre l'incendie 1 - stockage de sucre conditionné	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 et 22 de l'annexe II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de management de l'efficacité énergétique (SM2E)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/02/2025, article L.515-28 et R.515-73-I
Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L.515-28 : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. [...] R.515-73-I :Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois. BREF secondaire ENE - Point 2.1 - SM2E (MTD 1) [] Un système de management de l'efficacité énergétique (SM2E) doit comprendre les éléments suivants : (a) engagement de la direction générale (b) définition d'une politique d'efficacité énergétique (c) planification et définition d'objectifs et de cibles (d) mise en oeuvre et conduite de procédures (e) analyse comparative (f) vérification des performances et mesures correctives (g) réexamen par la direction générale (h) préparation, à intervalles réguliers, d'un relevé d'efficacité énergétique (i) validation par un organisme de certification accrédité ou par un vérificateur externe du SM2E (j) prise en compte lors de la conception d'une installation, de l'incidence environnementale de son démantèlement en fin de vie (k) mise au point de technologies d'efficacité énergétique.
Constats : L'inspection n'a pas examiné le système de management de l'efficacité énergétique mais a examiné la certification de l'exploitant à la norme ISO 50 001-Management de l'énergie. En effet, l'exploitant a indiqué être ISO 50001 depuis 2018. La certification a été renouvelée en 2021 et 2023. Elle est valable 3 ans. Le site dispose d'un système de management de l'efficacité énergétique régi par cette certification ISO 50 001. Un audit de surveillance interne est effectué tous les ans. Au travers de cette certification, l'exploitant réalise les actions suivantes : - revue de direction et revue énergétique,

<ul style="list-style-type: none"> - bilan énergétique après la campagne (vers mars/avril) pour identifier les actions à mettre en place en inter-campagne, - pour la future campagne, identification des projets d'investissement ou managériaux, - en début de campagne, revue de direction comprenant un état des lieux, - bilan des actions avec une mesures des actions pendant la campagne. <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Audit énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/02/2025, article L.515-28 et R.515-73-I
Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L.515-28 : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. [...]</p> <p>R.515-73-I : Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.</p> <p>BREF secondaire ENE - Point 4.2.2.2 - Audit (MTD 3 et 4)</p> <p>MTD 3 : Les MTD consistent à identifier, au moyen d'un audit, les aspects d'une installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique. Il importe que cet audit soit compatible avec l'approche par systèmes (voir MTD 7).</p> <p>MTD 4 : Lors de la réalisation d'un audit, les MTD consistent à mettre en évidence les aspects d'une installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique :</p> <p>a) type et quantité d'énergie utilisée dans l'installation, dans les systèmes qui la composent et par les différents procédés ;</p> <p>b) équipements consommateurs d'énergie, et type et quantité d'énergie utilisée dans l'installation ;</p> <p>c) possibilités de minimiser la consommation d'énergie, notamment : contrôle/réduction des temps de fonctionnement, par exemple arrêt en dehors des périodes d'utilisation[...], assurance d'une optimisation de l'isolation, optimisation des utilités, des systèmes, des procédés et des équipements associés [...]</p> <p>d) possibilités d'utilisation d'autres sources d'énergie plus efficaces, en particulier l'énergie excédentaire provenant d'autres procédés et/ou systèmes, [...]</p> <p>e) possibilités d'application de l'énergie excédentaire à d'autres procédés et/ou systèmes, [...]</p>

f) possibilité d'améliorer la qualité de la chaleur [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il est réalisé 2 audits par an comprenant un audit énergétique interne croisé avec les autres sites TEREOS.</p> <p>Un audit interne est effectué également en début de campagne.</p> <p>Lors du renouvellement de certification, un audit externe est effectué par un prestataire certifié.</p> <p>L'audit interne est une revue des parties de la norme ISO 50 001 ainsi qu'un moment d'échange sur les pratiques d'efficacité énergétique des autres sites et une préparation au renouvellement.</p> <p>A la suite des audits, l'exploitant met en place un plan d'actions. L'exploitant dispose d'un référent du pilotage des actions relatives à l'efficacité énergétique. Lorsque des actions sont identifiées, il a été défini un délai d'un an pour la réalisation de l'action et vérification de l'action au cours de l'audit suivant.</p> <p>L'exploitant a présenté le compte rendu de l'audit de renouvellement de la certification ISO 50 001 par la société LRQA du 19/11/2024. Le site est renouvelé du 04/02/2025 au 04/02/2028.</p> <p>L'organisme a relevé une non-conformité mineure concernant la pertinence des facteurs énergétiques qui n'a pas été démontrée. Le processus qualité comprend environ 10 indicateurs. L'organisme indique que malgré ses indicateurs, l'exploitant peut avoir des difficultés à expliquer un défaut de maîtrise de sa consommation énergétique à un instant t.</p> <p>Le compte rendu mentionne également des points forts.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prescription spécifique SME – BREF FDM – Inventaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 – Titre II.6
Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation [...], d'énergie et de matières premières [...] qui intègre tous les éléments suivants :</p> <p>V. Des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et détermination des mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources ;</p> <p>VI. La définition et mise en œuvre d'une stratégie de surveillance appropriée en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources, compte tenu de la consommation d'énergie, d'eau et de matières premières. La surveillance peut prendre notamment la forme de mesurages directs, de</p>

calculs ou de relevés réalisés à une fréquence appropriée. La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié.

Constats :

L'exploitant a indiqué que 95 % du combustible est du gaz.

Le gaz (alimentation par le réseau de transport de gaz GRTgaz) est utilisé pour la fabrication de vapeur. Cette vapeur sert à un turbo-alternateur pour la fabrication d'électricité.

TEREOS n'est pas autosuffisant en électricité via la vapeur. TEREOS est autosuffisant pour l'électricité lorsque la distillerie fonctionne seule.

Le site n'utilise plus de FOD.

Les bureaux sont chauffés par les eaux chaudes de la distillerie via un échangeur.

Une chaudière gaz est présente au niveau du magasin pièce détachée. Elle peut fonctionner en combustion mixte avec du fuel.

L'exploitant dispose d'un tableau des équipements consommateurs d'énergie (uniquement des générateurs d'énergie).

L'exploitant suit par exemple les paramètres suivants : rendement, T°C des fumées, CO...

Un suivi est réalisé par un prestataire 4 fois par an.

Pour les grosses chaudières (> 20MW), il réalise un suivi des bilans thermiques.

L'exploitant réalise un COPIL énergétique hebdomadaire avec un passage en revue des consommation d'énergie.

Pour le suivi des consommations d'énergie, l'exploitant dispose de compteurs (environ 250 compteurs). Les relevés sont automatiques (exceptés pour quelques compteurs).

Un outil nommé GATEC réalise une moyenne sur une 1 semaine de relevés. Un calcul est ensuite réalisé de la consommation d'énergie d'un équipement/unité (ex pour la diffusion : débit de l'eau x delta de T°C). A noter que l'exploitant raisonne par unité de fabrication (ex : unité de diffusion) plutôt que par équipement.

L'exploitant en déduit donc des indicateurs de performance énergétique (ex : pour la diffusion kWh/t cossette).

Tous les mois, une journée est dédiée à la vérification des compteurs d'électricité pour une vérification de cohérence.

Pour les turbo-alternateurs, il s'agit d'un relevé de fonctionnement.

Les compteurs sont vérifiés annuellement.

Sur les suivis de consommation présentés, (ex : suivi de la consommation d'énergie de la diffusion) des seuils d'alerte sont mentionnés. L'exploitant a indiqué que ces seuils sont définis selon l'écart type de la consommation énergétique de la campagne précédente. Ces seuils sont donc fluctuants selon les années.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Indicateurs d'efficacité énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/02/2025, article L.515-28 et R.515-73-I

Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L.515-28 : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. [...]

R.515-73-I :Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.

BREF secondaire ENE - Point 4.2.2.4 - MTD 8

MTD 8 :Les MTD consistent à établir des indicateurs d'efficacité énergétique par la mise en oeuvre de toutes les actions suivantes :

- a) identification d'indicateurs d'efficacité énergétique appropriés pour l'installation et, si nécessaire, pour les différents procédés, systèmes et/ou unités, et mesure de leur évolution dans le temps ou après mise en oeuvre de mesures d'efficacité énergétique ;
- b) identification et enregistrement de limites appropriées associées aux indicateurs ;
- c) identification et enregistrement de facteurs susceptibles d'entraîner une variation de l'efficacité énergétique des procédés, systèmes et/ou unités.

Constats :

Pour le suivi des consommations d'énergie, l'exploitant a mis en place divers indicateurs d'efficacité énergétique.

Un suivi hebdomadaire est effectué par le pilote de l'efficacité énergétique. Ce suivi est journalier en campagne.

A titre d'exemple, il a été mis en place les indicateurs suivants :

- pour la diffusion : kWh/t cossette,
- cristallisation : kWh/t sucre,
- distillerie : kWh/hl d'alcool,
- déshydratation : kWh/t pellet.

L'exploitant utilise les seuils d'alerte définis pour chacun des indicateurs (cf PdC n°3) pour identifier d'éventuelles dérives.

L'exploitant a présenté les suivis et comparatifs pluriannuels de l'unité de diffusion et de l'unité de déshydratation avec le sécheur basse température.

L'exploitant a un objectif global de réduction énergétique qu'il répercute par unité de production.

TEREOS est engagé dans une perspective de réduction des émissions de 50 % en 2032 à l'échelle du groupe par rapport à 2022.

Chaque année, l'exploitant a un objet de réduction des consommations énergétiques de 0,5 % à 1 % sur la base de génération d'idées correspondant à des propositions diverses de tout salarié de TEREOS (propositions d'amélioration de process, d'équipements etc ...).

De plus, la mise en oeuvre d'investissements plus conséquents permet à l'exploitant d'accélérer sa

réduction de consommation énergétique de l'ordre de plusieurs % pour un seul projet.
Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation en matière d'efficacité énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/02/2025, article L.515-28 et R.515-73-I
Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L.515-28 : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. [...]</p> <p>R.515-73-I :Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.</p> <p>BREF secondaire ENE - Point 4.2.6 - MTD13</p> <p>Les MTD consistent à maintenir l'expertise en matière d'efficacité énergétique et de systèmes consommateurs d'énergie, notamment par les techniques suivantes :</p> <p>a) recrutement de personnel qualifié et/ou formation du personnel. La formation peut être dispensée en interne, par des experts externes, au moyen de cours formels ou dans le cadre de l'autoformation/développement personnel (voir Section 2.6) ;</p> <p>b) mise en disponibilité périodique du personnel pour effectuer des contrôles programmés ou spécifiques (sur leur installation d'origine ou sur d'autres, voir Section 2.5) ;</p> <p>c) partage des ressources internes entre les sites (voir Section 2.5) ;</p> <p>d) recours à des consultants dûment qualifiés pour les contrôles programmés (par ex. voir Section 2.11) ;</p> <p>e) externalisation des systèmes et/ou fonctions spécialisés (par ex. voir Annexe 7.12).</p>
<p>Constats :</p> <p>Un référent énergie a été désigné par l'exploitant. Il pilote l'ensemble du suivi de l'efficacité énergétique du site et le suivi de la norme ISO 50 001.</p> <p>Les salariés sont formés à l'efficacité énergétique. Un recyclage est organisé tous les 3 ans. Le contenu de la formation est une présentation de la norme ISO 50 001 et les bonnes pratiques. La formation est plus détaillée pour les responsables et les opérateurs.</p>

<p>Le référent énergie échange avec les autres sites TEREOS sur les bonnes pratiques mises en place. Il assiste à des séminaires énergie et process pour échanger sur les différents projets engagés par le groupe TEREOS.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Maîtrise des procédés

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/02/2025, article L.515-28 et R.515-73-I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Efficacité énergétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L.515-28 : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. [...]</p> <p>R.515-73-I : Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.</p> <p>BREF secondaire ENE - Point 4.2.7 - MTD14</p> <p>Les MTD consistent à s'assurer la bonne maîtrise des procédés, notamment par les techniques suivantes :</p> <p>a) mettre en place des systèmes pour faire en sorte que les procédures soient connues, bien comprises et respectées ;</p> <p>b) vérifier que les principaux paramètres de performance sont connus, ont été optimisés concernant l'efficacité énergétique, et font l'objet d'une surveillance ;</p> <p>c) documenter ou enregistrer ces paramètres ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'assure du bon fonctionnement des installations énergétiques, du suivi régulier et détaillé de son utilisation énergétique par le suivi des compteurs. (Cf PdC n°3)</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il dispose de compteurs MID sur la chaudière gaz Babcock et sur le turbo-alternateur.</p> <p>Il indique que les compteurs MID installés ne relève pas de la métrologie légale et n'a donc pas d'obligation de contrôle . Il procède néanmoins à un contrôle de maintenance annuelle et une révision sur banc sous les 5 ans.</p> <p>Pour les autres compteurs, il vérifie leur fiabilité par l'absence de dérive sur le suivi énergétique remonté automatiquement. Les compteurs les plus sensibles pour le suivi énergétique disposent de fiches de vie.</p>

L'inspection n'a pas été vérifié in situ les compteurs ou les relevés de suivi de consommation énergétique .

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Optimisation de l'efficacité énergétique par la maintenance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/02/2025, article L.515-28 et R.515-73-I

Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L.515-28 : Pour les installations énumérées à l'annexe I de la directive mentionnée ci-dessus et dont la définition figure dans la nomenclature des installations classées prévue à l'article L. 511-2, les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 mentionnées à l'article L. 181-12 sont fixées de telle sorte qu'elles soient exploitées en appliquant les meilleures techniques disponibles et par référence aux conclusions sur ces meilleures techniques. [...]

R.515-73-I :Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.

BREF secondaire ENE - Point 4.2.8 - MTD15

Les MTD consistent à réaliser la maintenance des installations en vue d'optimiser l'efficacité énergétique par l'application de toutes les mesures suivantes :

a) définir clairement les responsabilités de chacun en matière de planification et d'exécution de la maintenance

b) établir un programme structuré de maintenance, basé sur les descriptions techniques des équipements, sur les normes, etc., ainsi que sur les éventuelles pannes des équipements et leurs conséquences. Il est préférable de programmer certaines activités de maintenance durant les périodes d'arrêt des installations

c) faciliter le programme de maintenance par des systèmes appropriés d'archivage des données et par des tests de diagnostic

d) mise en évidence, grâce à la maintenance de routine et en fonction des pannes et/ou des anomalies, d'éventuelles pertes d'efficacité énergétique ou de possibilités d'amélioration de l'efficacité énergétique

e) détecter les fuites, les équipements défectueux, les paliers usagés, etc., susceptibles d'influencer ou de contrôler la consommation d'énergie, et y remédier dès que possible.

Constats :

L'exploitant dispose du logiciel SAP permettant le suivi de la surveillance et maintenance des

<p>équipements.</p> <p>L'exploitant a indiqué que si la surveillance d'un équipement est prévue, un ordre de travail est lancé.</p> <p>Si cet équipement est un équipement impactant le sujet énergie, il est alors spécifié dans l'ordre de travail la notion d'une vérification supplémentaire pour l'énergie.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les recherches de fuites sont menées sur les équipements énergie pour lesquelles une fuite est consommatrice d'énergie et donc de perte d'efficacité énergétique.</p> <p>L'inspection n'a pas examiné d'exemple lors de la visite.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : BREF FDM – Plan d'efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – 1.3
Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le SME intègre également les éléments suivants : [...], [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - un inventaire de la consommation [...], d'énergie et de matières premières [...] - un plan d'efficacité énergétique. <p>L'exploitant applique la technique suivante [...] :</p> <p>MTD 6a) : Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis le plan d'efficacité énergétique (PEE).</p> <p>Le document, débutant en 2019, transmis reprend l'ensemble des modifications des installations réalisé par l'exploitant pour améliorer l'efficacité énergétique du site.</p> <p>A noter que ce tableau est incrémenté lorsque le projet d'amélioration énergétique est effectif.</p> <p>A noter qu'un seul projet du plan n'a pas été mené à son terme et a été mis en attente.</p> <p>Hormis les projets d'investissement permettant d'accélérer l'amélioration de l'efficacité énergétique du site (cf PdC n°4), ce PEE est alimenté à partir du tableau des générations d'idée après tri des idées et étude de leurs faisabilités et efficacités.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prescription spécifique – BREF FDM – Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 – Titre II.8
Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique [...] une combinaison appropriée des techniques énumérées au point suivant :</p> <p>MTD 6b) :Utilisation de techniques courantes : Elles comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La régulation et le contrôle des brûleurs ; - La cogénération ; - Les moteurs économes en énergie ; - La récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques ou de pompes à chaleur (y compris la recompression mécanique de vapeur) ; - L'éclairage ; - La réduction au minimum de la purge de la chaudière ; - L'optimisation des systèmes de distribution de vapeur ; - Le préchauffage de l'eau d'alimentation (y compris l'utilisation d'économiseurs) ; - Les systèmes de commande de procédés ; - La réduction des fuites du circuit d'air comprimé ; - La réduction des pertes thermiques par calorifugeage ; - Les variateurs de vitesse ; - L'évaporation à multiples effets ; - L'utilisation de l'énergie solaire.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a rappelé que cette MTD a été traitée dans le cadre du réexamen IED de 2020. Le dossier de réexamen transmis mentionne les techniques installées sur les unités correspondant à certaines techniques courantes mentionnées dans la MTD 6b.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prescriptions spécifiques – BREF FDM – activités spécifiques

1.10.1. Prescriptions spécifiques – DRE – F.D.1 – activités spécifiques			
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe 1 – Titre III			
Thème(s) : Actions régionales, Efficacité énergétique			
Prescription contrôlée :			
Dispositions spécifiques portant sur l'efficacité énergétique dans les secteurs spécifiques suivants :			
26.1. Secteur de la fabrication de sucre			
	Technique	Description	Applicabilité

a	Pressage de la pulpe de betterave	La pulpe de betterave est pressée jusqu'à obtention d'une teneur en matière sèche généralement comprise entre 25 et 32 % en poids.	Applicable d'une manière générale.
b	Séchage indirect (à la vapeur) de la pulpe de betterave	Séchage de la pulpe de betterave à l'aide de vapeur surchauffée.	Peut ne pas être applicable aux unités existantes car nécessite la reconstruction intégrale des installations énergétiques.
c	Séchage solaire de la pulpe de betterave	Utilisation de l'énergie solaire pour sécher la pulpe de betterave.	Peut ne pas être applicable en raison des conditions climatiques locales ou du manque d'espace.
d	Recyclage des gaz chauds	Recyclage des gaz chauds	Applicable d'une manière générale.
e	(Pré)séchage à basse température de la pulpe de betterave	(Pré)séchage direct de la pulpe de betterave à l'aide d'un gaz de séchage	Applicable d'une manière générale.

Constats :

L'exploitant a indiqué les techniques applicables ou non à ses installations. Il a précisé les techniques mises en œuvre sur le site pour améliorer les efficacité énergétique du site.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Détection incendie - stockage de sucre conditionné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 12.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules et locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.

Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique dans le cas où la circulation de l'eau dans les tuyauteries actionne une alarme transmise à un poste de surveillance de l'exploitant.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ces dispositifs de détection. Il établit des consignes de maintenance et organise, à fréquence semestrielle au minimum, des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

Le point le plus haut des stockages se situe à une distance compatible avec les exigences du fonctionnement des dispositifs de détection. Cette distance ne peut en tout état de cause être inférieure à 1 mètre.

Constats :

Le bâtiment de stockage de sucre conditionné est équipé de 4 détecteurs linéaires.

L'exploitant a présenté les rapports suivants :

- Rapport de contrôle du 27/03/2023 par SIEMENS

centrale situé dans le bureau conditionnement - 4/4 détecteurs linéaires contrôlés - Pas d'anomalie

- Rapport de contrôle du 26/03/2024 par SIEMENS

centrale situé dans le bureau conditionnement - 0/4 détecteurs linéaires contrôlés

- Rapport de contrôle du 04/10/2024 par SIEMENS

centrale situé dans le bureau conditionnement - 4/4 détecteurs linéaires contrôlés - Pas d'anomalie

Les rapports mentionnent que le report d'alarme est opérationnel.

L'exploitant doit être vigilant quant au respect de la fréquence semestrielle de contrôle de la détection incendie installée dans le bâtiment de stockage de sucre conditionné.

In situ, l'inspection a constaté la présence de ces 4 détecteurs linéaires.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Surveillance et détection des zones de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 7.5.5

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et détection des zones de dangers

Prescription contrôlée :

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle.

L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarme sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation,
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.

[...]

Les systèmes de détection d'incendie ou de gaz, imposés dans les prescriptions particulières définies aux titres 8 à 12 du présent arrêté, doivent être conforme aux référentiels en vigueur. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs dans chaque installation, notamment dans l'exploitation des stockages et capacité de produits.

Constats :

A la lecture des rapports de la société SIEMENS présenté pour le PdC n°11, l'inspection a constaté les éléments suivants :

- Rapport de contrôle du 27/03/2023 par SIEMENS (bâtiment T30/T32-salle de contrôle sucrerie) : contrôle de 67/116 détecteurs optiques.

Nota : Le bâtiment T30/T32-salle de contrôle sucrerie correspond à l'atelier de conditionnement de sucre.

L'éventuel second rapport de 2023 n'a pas été transmis permettant de vérifier que 100 % des détecteurs de cette unité ont bien été vérifiés.

- Rapport de contrôle du 26/03/2024 par SIEMENS (bâtiment T30/T32-salle de contrôle sucrerie) : contrôle de 105/116 détecteurs optiques,

- Rapport de contrôle du 04/10/2024 par SIEMENS (bâtiment T30/T32-salle de contrôle sucrerie) : contrôle de 11/116 détecteurs optiques,

A noter que la société SIEMENS mentionne dans ses rapports de 2024 les essais des mêmes ZDA (zone de détection automatique).

Aussi, en l'absence d'un programme de contrôle détaillé des détecteurs, il peut être remis en cause de l'exhaustivité du contrôle de ces détecteurs.

Les rapports mentionnent que la préconisation constructeur prévoit un remplacement des détecteurs tous les 6 ans.

Les détecteurs installés dans bâtiment T30/32 ont été mis en service en 2006. L'échéance de

<p>fiabilité de bon fonctionnement assurée par le fabricant est échue depuis 2012.</p> <p>Ecart PdC n°12 : Compte tenu de la présence de détecteurs incendie dans le bâtiment de conditionnement du sucre dont la fiabilité assurée par le fabricant est dépassée depuis 13 ans, l'exploitant ne peut justifier de leur efficacité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 13 : Système d'extinction automatique incendie - stockage de sucre conditionné

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 de l'annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Point 13 annexe II</p> <p>[...]</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>[...]</p> <p>Norme EN 12845</p> <p>Le système d'extinction de type sprinkleur doit être vérifié périodiquement par une personne qualifiée au moins une fois par an (voir Annexe Q). Le rapport de contrôle doit évaluer si le système est conforme à la présente norme pour ce qui concerne, sans toutefois s'y limiter, la maintenance, le fonctionnement et l'adéquation vis-à-vis du risque concerné. Une liste des écarts doit être publiée en vue d'une action corrective."</p> <p>Point 22 annexe II</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Le bâtiment de stockage de sucre conditionné n'est pas équipé d'un système d'extinction automatique incendie.</p> <p>La zone de stockage de palettes située dans le bâtiment de conditionnement de sucre est équipée d'un système d'extinction automatique.</p> <p>L'exploitant a indiqué que ce système a été demandé par leur assureur.</p> <p>Le système d'extinction automatique incendie est alimenté par le réseau d'eau sous pression issu du prélèvement du forage.</p> <p>L'exploitant a présenté les rapports de vérification annuels.</p> <p>Selon les rapports, le système d'extinction automatique incendie est conçu selon la norme EN 12845. La vérification par une personne qualifiée est donc annuelle.</p> <p>Documents présentés en séance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de contrôle de l'APAVE pour une intervention du 13/03/2023 - Rapport de contrôle de l'APAVE pour une intervention du 30/08/2024 <p>L'exploitant doit être vigilant quant au respect de la fréquence annuelle de vérification du système d'extinction automatique par une personne qualifiée.</p> <p>Observations des rapports :</p> <p>Rapport 2024 : Non-conformité avec risque de mise en échec - Absence de pression dans le réseau, la pompe de relevage ne fait pas effet.</p> <p>L'exploitant a indiqué que lors de la vérification réalisée par l'APAVE, il était en train d'effectuer le remplissage de l'usine et les différents tests en préparation de la campagne sucrière. De ce fait, cela a entraîné une baisse de la pression dans le réseau et donc la pression résiduelle n'était plus suffisante pour permettre un bon fonctionnement du système d'extinction automatique incendie.</p> <p>L'exploitant a donc mis en place une procédure afin de ne pas tester l'ensemble des réseaux et unités de la sucrerie en même temps.</p> <p>Ecart PdC n°13 : L'exploitant ne peut justifier d'une pression suffisante dans le réseau du système d'extinction incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre la justification de la mesure organisationnelle mise en œuvre pour assurer une pression suffisante dans le réseau du système d'extinction automatique incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie 1 - stockage de sucre conditionné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie

Prescription contrôlée :

Point 13 annexe II

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours);

[...]

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures

[...]

Point 22 annexe II

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté un plan localisant tous les poteaux incendie du site.

Les poteaux les plus proches des accès du bâtiment de stockage de sucre conditionné sont les

poteaux n°76 et 83.

L'exploitant a présenté les tests de débit unitaires des poteaux incendie réalisé par la société CHUBB le 01/10/2024 et notamment pour :

- le poteau n°76 - débit de 72 m³/h à 1 bar,
- le poteau n°83 - débit de 80 m³/h à 1 bar.

Ecart PdC n°14 : L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser les besoins en eau nécessaires déterminés par le document technique D9 (version 2001).

Il doit également vérifier que les besoins en eau issus de la D9 sont disponibles à partir des poteaux incendie par un essai de débit en simultané.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier des besoins en eau pour l'extinction incendie du bâtiment de stockage de sucre conditionné déterminés par le document technique D9 (version 2001) et il doit justifier de la suffisance du débit des poteaux incendie par un essai de débit en simultané.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie 1 - stockage de sucre conditionné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 et 22 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs et RIA

Prescription contrôlée :

Point 13 annexe II

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
 - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;
- [...]

Point 22 annexe II

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

[...]

Constats :**Extincteurs :**

L'exploitant a présenté les rapports de contrôles des extincteurs suivants :

- rapport du 30/06/2023 établi par la société CHUBB (usine sauf silos de céréales, stockage engrais et produits phytopharmaceutiques) - Pas d'anomalie
- rapport du 05/07/2023 établi par la société CHUBB (silos de céréales, stockage engrais et produits phytopharmaceutiques) - Pas d'anomalie
- rapport du 20/09/2024 établi par la société CHUBB (usine sauf silos de céréales, stockage engrais et produits phytopharmaceutiques) - Pas d'anomalie
- rapport du 20/09/2024 établi par la société CHUBB (silos de céréales, stockage engrais et produits phytopharmaceutiques) - Pas d'anomalie

L'exploitant doit être vigilant quant au respect de la fréquence annuelle de contrôle des extincteurs.

Pas d'écart constaté

RIA :

L'exploitant a présenté les rapports de contrôles des extincteurs suivants :

- rapport du 30/06/2023 établi par la société CHUBB (magasin d'engrais)
- rapport du 05/07/2023 établi par la société CHUBB (entrepôt de stockage de sucre conditionné)
- rapport du 20/09/2024 établi par la société CHUBB (magasin d'engrais)
- rapport du 20/09/2024 établi par la société CHUBB (entrepôt de stockage de sucre conditionné)

Ces rapports ne mentionnent pas d'anomalie.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite